

FOCUS
CANADA

Opinion publique canadienne à propos de l'immigration et des réfugiés

SOMMAIRE | AUTOMNE 2023

**Environics
Institute**
For Survey Research



**Century
Initiative** | **Initiative
du Siècle**

Environics Institute

For Survey Research

info@environicsinstitute.org

environicsinstitute.org

701-33 Bloor Street East
Toronto, ON M4W 3H1

L'Environics Institute for Survey Research a été créée en 2006 en tant qu'organisme indépendant sans but lucratif pour promouvoir des recherches sociales et sur l'opinion publique pertinentes et originales portant sur des questions importantes de politique publique et de changement social. C'est grâce à de telles recherches que les organisations et les particuliers peuvent mieux comprendre le Canada aujourd'hui, comment il a évolué et vers quoi il se dirige.



**Initiative
du Siècle**

centuryinitiative.ca

L'Initiative du Siècle est un organisme caritatif national non partisan qui s'est donné pour mission de soutenir à long terme la prospérité, la résilience et l'influence du Canada par une croissance démographique responsable en vue d'atteindre une population de 100 millions d'habitants d'ici 2100.

À cette fin, l'Initiative du Siècle propose et soutient des initiatives de réflexion et de projection à long terme en matière d'immigration; d'infrastructures et d'environnement; d'économie, d'entrepreneuriat et d'innovation; d'aide à la petite enfance et aux familles; en plus d'éducation, de compétences et d'emploi. L'Initiative du Siècle adopte une approche en réseau, toujours dans un souci de diversification des points de vue afin de nourrir ses ambitions.

**FOCUS
CANADA**

Pour en savoir davantage sur cette recherche :

Keith Neuman

keith.neuman@environics.ca

Dans le cadre de son programme de recherche sur l'opinion publique Focus Canada (lancé en 1976), l'Environics Institute a mis à jour ses recherches sur les attitudes de la population canadienne à l'égard de l'immigration et des réfugiés. Cette enquête a été menée en partenariat avec l'Initiative du Siècle. Ce sondage est fondé sur des entrevues téléphoniques (par téléphone fixe et téléphone cellulaire) menées auprès de 2 002 Canadiens du 4 au 17 septembre 2023. Un échantillon de cette taille tiré de la population produit des résultats exacts à plus ou moins 2,2 points de pourcentage 19 fois sur 20. Tous les résultats sont présentés en pourcentage, sauf indication contraire.

Sommaire

En 2023, les Canadien.ne.s sont devenus moins satisfaits de l'orientation du pays et plus pessimistes au sujet de l'état de l'économie. En même temps, le pays a accueilli un nombre record d'immigrants. Dans ce contexte, la plus récente étude de Focus Canada montre qu'il y a eu une augmentation importante de la croyance selon laquelle il y a trop d'immigrants au Canada, en grande partie en raison d'un bond dans la proportion de personnes qui se disent préoccupées par la façon dont les nouveaux arrivants pourraient contribuer à la crise actuelle du logement. Cela reflète un changement radical depuis un an en ce qui concerne la façon dont le public perçoit le nombre d'immigrants acceptés, mais il n'y a pas eu de changement comparable dans ce que les Canadien.ne.s pensent des immigrants eux-mêmes ou de la contribution qu'ils apportent à leur collectivité et au pays.

Au cours de la dernière année, les Canadien.ne.s se sont montrés de plus en plus négatifs à l'égard de l'orientation du pays et de l'économie, et de la capacité des gouvernements à planifier en vue des défis à venir. L'inflation et le coût de la vie, ainsi que l'abordabilité du logement et les taux d'intérêt, sont désormais considérés comme les principaux problèmes auxquels le pays est confronté.

En 2023, le Canada a franchi une étape historique : la population du pays a dépassé les 40 millions de personnes. Le nombre de personnes vivant au Canada a augmenté de plus d'un million en 2022, à 96 % en raison de la migration internationale. Il s'agit du taux de croissance démographique annuel le plus élevé depuis le boom d'après-guerre de 1957. L'immigration représente désormais la quasi-totalité de la croissance nette de la population active du Canada. En plus de répondre aux besoins du marché du travail, le système d'immigration du Canada sert d'autres objectifs, notamment des objectifs humanitaires (dans le cas des réfugiés), l'accueil des étudiants étrangers et le rapprochement des membres d'une même famille.

Cette augmentation s'est produite en même temps que le stress financier croissant pour de nombreux Canadien.ne.s aux prises avec une inflation élevée et le phénomène appelé la crise du logement, ce qui contribue aux préoccupations croissantes au sujet de l'orientation de l'économie. Au cours de la dernière année, de nombreux Canadien.ne.s ont dû relever d'autres défis en raison d'un système de soins de santé surchargé et de perturbations environnementales causées par des inondations et des feux de forêt dévastateurs.

Le résultat est que le public est désormais négatif quant à l'orientation du pays, préoccupé par ses perspectives économiques et a de moins en moins confiance dans la capacité des gouvernements à relever les défis à venir. L'inflation et le coût de la vie demeurent parmi les problèmes les plus importants auxquels le Canada doit faire face, et l'abordabilité du logement est désormais également une préoccupation majeure. Toutefois, comme par les années passées, très peu de gens considèrent l'immigration ou les réfugiés comme le principal problème auquel le pays est confronté.

Par rapport à l'année dernière, les Canadien.ne.s sont désormais bien plus susceptibles de dire qu'il y a trop d'immigrants dans le pays, ce qui renverse radicalement une tendance qui remonte à des décennies. Pour la première fois, un nombre croissant de Canadien.ne.s s'interrogent sur *le nombre* d'immigrants qui arrivent, plutôt que sur *qui* ils sont et *d'où* ils viennent.

La plus récente étude de Focus Canada révèle un bond important de la proportion de Canadien.ne.s qui croient que le pays accepte trop d'immigrants, ce qui marque un renversement spectaculaire par rapport à l'année dernière, où le nombre d'immigrants soutenus par le public atteignait un niveau record, ce qui à l'époque marquait

la continuité d'une tendance à la hausse remontant à trois décennies. Les Canadien.ne.s restent plus susceptibles d'être en désaccord que d'être d'accord pour dire que les niveaux d'immigration sont trop élevés, mais l'écart entre ces deux points de vue opposés a diminué au cours des 12 derniers mois (de 42 points de pourcentage à seulement 7). Ce changement de perspective s'est produit dans l'ensemble de la population, mais surtout en Ontario et en Colombie-Britannique, ainsi que chez les personnes à revenu élevé et les Canadien.ne.s de première génération.

Une forte majorité de Canadien.ne.s continuent de croire que l'immigration est bonne pour l'économie, mais les préoccupations croissantes au sujet des chiffres de l'immigration ont affaibli le consensus public à ce sujet au cours des 12 derniers mois. De plus, moins de personnes s'entendent désormais pour dire que l'immigration est nécessaire pour maintenir la croissance démographique du pays, bien que cette opinion demeure plus répandue au Québec qu'ailleurs au Canada.

La véritable importance de ce dernier changement dans l'opinion publique réside dans le fait que c'est la première fois depuis de nombreuses décennies (voire la toute première fois) que le nombre de Canadien.ne.s questionnant la quantité d'immigrants qui arrivent dans le pays augmente, par opposition à celles et ceux qui se demandent qui ils sont et d'où ils viennent, question qui était le principal axe du débat public pendant une grande partie de l'histoire du pays.

Cette opinion de plus en plus répandue selon laquelle le Canada accueille trop d'immigrants est motivée en grande partie par des préoccupations croissantes au sujet de la façon dont les nouveaux arrivants peuvent contribuer à la crise du logement. En même temps, la population est désormais beaucoup moins susceptible de dire qu'une trop grande immigration représente une menace pour la culture et les valeurs du pays.

Les Canadien.ne.s qui disent que le pays accepte trop d'immigrants citent diverses raisons pour expliquer ce point de vue, mais, en 2023, ils sont plus susceptibles d'exprimer des préoccupations portant sur le fait que l'arrivée d'un si grand nombre de nouveaux arrivants contribuerait aux problèmes de disponibilité et d'abordabilité du logement dans le pays; ce point de vue est beaucoup plus important qu'il y a un an. D'autres préoccupations sont moins importantes, notamment le fait que les immigrants exerceraient des pressions sur les finances publiques, prendraient des emplois à d'autres Canadien.ne.s, ou contribueraient à la surpopulation, ou encore le fait que le filtrage des immigrants serait insuffisant. En même temps, la population est désormais beaucoup moins susceptible qu'il y a un an de dire que les chiffres élevés de l'immigration menacent la culture et les valeurs du Canada ou du Québec.

Outre les préoccupations croissantes au sujet de l'ampleur de l'immigration, il n'y a pas eu de changement correspondant dans la façon dont les Canadien.ne.s perçoivent les immigrants eux-mêmes, la façon dont ils s'intègrent et ce qu'ils apportent à la société. Le public est beaucoup plus susceptible de dire que les nouveaux arrivants font de leur propre collectivité un meilleur endroit plutôt qu'ils ne l'empirent.

Les Canadien.ne.s sont divisés depuis longtemps en ce qui concerne la légitimité des réfugiés et l'intégration de certains nouveaux arrivants dans la société canadienne. C'est toujours le cas en 2023, mais ces opinions ont peu changé au cours de l'année dernière, ce qui donne à penser que les préoccupations accrues au sujet du nombre d'immigrants n'ont pas contribué à changer l'avis de la population sur le fait que les immigrants devraient être autorisés à s'installer dans le pays.

De plus, de nombreux Canadien.ne.s disent apprécier la présence des immigrants dans leur collectivité locale et voir les avantages découlant de la diversité multiculturelle qu'ils apportent, ainsi que leur contribution à l'économie et à l'emploi. Peu de personnes croient que les immigrants empirent leur collectivité, et, même au sein de ce groupe, l'impact perçu des nouveaux arrivants sur le logement n'apparaît pas comme une plainte principale. Cela donne à penser que les préoccupations récentes des Canadien.ne.s au sujet de l'effet de l'immigration sur le logement sont davantage fonction des récits des médias nationaux et régionaux au sujet de la crise du logement que des développements locaux et de l'expérience directe.

L'opinion publique canadienne au sujet de l'immigration est assez semblable d'un bout à l'autre du pays, avec quelques variations régionales et de groupe. Comme dans les sondages précédents, les points de vue divergent le plus nettement selon les lignes politiques partisans.

Ces derniers résultats de recherche reflètent largement les opinions à l'échelle du pays et parmi les groupes définis par les caractéristiques démographiques, avec des variations notables sur certaines questions. Les Québécois, qui par le passé ont été parmi les plus sensibles aux répercussions possibles de l'intégration des nouveaux arrivants, sont désormais aussi susceptibles que les autres Canadiens d'être à l'aise avec la diversité croissante du pays, car les Ontariens et les Britanno-Colombiens l'ont été un peu moins au cours de la dernière année. Les perspectives au Québec ont beaucoup changé depuis les années 1990; une majorité s'inquiétait alors du fait que l'immigration menaçait leur culture; aujourd'hui, c'est le point de vue minoritaire.

Les opinions au sujet de l'immigration et des réfugiés continuent de diverger le plus fortement sur les lignes politiques partisans, les partisans des partis fédéraux Libéral, NPD et Vert d'un côté ayant des opinions généralement positives, contrairement aux partisans du Parti conservateur fédéral de l'autre côté, qui sont plus susceptibles d'exprimer des préoccupations. Ce fossé s'est creusé en ce qui concerne le nombre d'immigrants (bien que les partisans de tous les partis soient désormais moins favorables que l'année dernière), mais il est demeuré plus ou moins constant en ce qui concerne les réfugiés, l'intégration et les autres questions abordées dans cette enquête.